CITÉ DE DORVAL

Le 15 mai 2024

Procès-verbal d'une séance ordinaire du conseil municipal de la Cité de Dorval tenue à la chapelle de la résidence « Quatre Vents » située au 12, avenue Dahlia, Dorval, Québec, le 13 mai 2024, à 19 h.

Monsieur Marc Doret, maire, préside la séance.

SONT PRÉSENTS :

Madame la conseillère Nicole Duchastel, messieurs les conseillers Pascal Brault, Robert Le Sage, Jean-François Leroux, Paul Trudeau, Christopher von Roretz formant un quorum complet dudit conseil.

ÉGALEMENT PRÉSENTS :

Monsieur Marc Rouleau, Directeur général
Madame Karen Loko, Greffière et directrice des affaires juridiques
Me Louiza Sadoun, Greffière adjointe

1 OUVERTURE

CM2405 223

1.1 Ouverture de la séance et adoption de l'ordre du jour

Le point suivant est ajouté dans l'ordre du jour :

1.2 Mot du maire

**SUR PROPOSITION DU CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ**

IL EST RÉSOLU:

D'ADOPTER l'ordre du jour de la séance ordinaire du 13 mai 2024.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 224

1.2 Mot du maire

I would like to thank the 50 or so residents of Dorval who participated in the on-site consultation at Aéroports de Montreal last Thursday afternoon. The important part of this proposed plan is that no regularly scheduled flights would take off or land between 1 am and 6 am. This is an important advancement knowing that we tend to hear anywhere from 5-10 flight land or take off within these early hours of the morning daily, some exceptional and some scheduled. This plan is an advancement from what we have today based on comments of some of the residents present last week. It is important that residents of Dorval take the time to review the information and provide feedback.

C'est le moment pour vous d'être actif dans la manière dont l'aéroport gèrera l'environnement sonore de ses opérations aériennes dans les années à venir.

Je comprends que le sondage en ligne sera disponible jusqu'au début du mois de juin. Le lien se trouve sur le site Web et la page Facebook de la Ville de Dorval pour plus d'informations et de détails.

Un droit de veto pour les maires sur une résolution - A Mayors right to veto a resolution

Qu'est-ce qu'un veto et pourquoi l'ai-je utilisé ?

L'exercice du droit de veto du maire constitue un droit fondamental qui peut être exercé autant en vertu du *Code municipal* que de la *Loi sur les cités et villes*. Il s'agit du privilège du maire sur une décision du Conseil ayant un effet suspensif jusqu'à la prochaine séance du conseil municipal. En effet, si le Conseil approuve de nouveau la résolution sur laquelle le maire a exercé son droit de veto, elle entre en vigueur et sera opposable à tous.

What is a veto and why did I use it?

The mayor's veto right constitutes a fundamental right which can be exercised under the *Municipal Code* and the *Cities and Towns Act*. This is the privilege of the mayor over a council decision having a suspensive effect until the next meeting of the municipal council. Indeed, if the Council re-approves the resolution on which the mayor exercised his right of veto, it comes into force and will be enforceable against all.

So why did I use my right of veto for points 9.1 and 9.3 of the April meeting (9.2 being defeated 5-1 the night of the meeting).

The laws of the *Cities and Towns Act* allow for additions to the council agenda during a meeting. In the case of last month's meeting at the request of Councillor Brault, I allowed three motions to be added at the end of the agenda in the **NEW BUSINESS** section. However, Councillor Brault had difficulty naming the resolution clearly at the start of the meeting, nor did he send the actual resolutions to the City Clerk and council members until much later in the meeting, leaving only a few minutes for council members to review the resolution's subject matter. Council has two preparatory meetings per month; one is seven days before the official meeting and one just prior to the Monday meeting. They also receive the monthly documentation eleven days (about one and a half weeks) before the council meeting allowing them time to review questions with our administration, those being our Legal teams, Urban Planning teams, Engineering teams, etc. to better understand every resolution they vote on.

I vetoed two resolutions as it was clear to me that the due diligence required to make the best possible informed decision was not available to all the council members at that time. I wanted all six councillors to have time to review the resolutions with our internal experts over the next four weeks. A council should always work in a collaborative manner with their colleagues. Writing resolutions on the fly during a meeting shows a certain lack of respect and professionalism towards the other members of Council and Councils should not be forced to vote regarding resolution with proper analysis.

Tonight, resolutions 9.1 of last month's meeting will be voted on at point 1.3 and resolution 9.3 of last month's meeting will be at point 1.4 of our agenda. Since they were already proposed and supported, we will have a period of debate for each resolution followed by an individual vote by each council member.

Secondly, seeing that we have a resolution to approve a second historic study-evaluation of the Annex of 12 Dahlia by LemayMichaud Architecture Design inc., I will ask the council to reject resolution 1.4 and unanimously approve resolution 4.11.

For reasons of clarity, the 12 Dahlia property has four distinct sections of which the Annex section is part of the study, as it was in the first study deposited last month; the main house known as le Quatre Vents which dates back to 1889, the original chapel where we are tonight built between 1958 to 1969, the Annex built in 1965 and the 4th section that connects these three unique sections with an elevator likely completed in the late 1970's. The resolution of intent of demolition approved last month applies only to the section of the 1965 Annex. The remaining sections are intended to be preserved and restored for future use by the greater Dorval community. Let's also remember that the original reason for the purchase of the property of 8 million dollars was to increase the amount of park

and green space for our community and to also preserve some of the historical character of such and incredible property.

J'aimerais revenir sur certaines des questions qui ont été portées à notre attention par courriel et Facebook, que ce soit par des résidents ou des membres du conseil, par souci de transparence :

1. Où est l'audit structurel?

L'audit structurel se trouve dans l'audit architectural publié sur le site internet de la Cité de Dorval et qui a été envoyé le ou vers le 13 février 2024 aux membres du Conseil. Ce document est public et disponible aux citoyens et citoyennes.

2. Où est l'« Étude Patrimoniale » ?

Vous pouvez consulter l'étude succincte de l'histoire de l'édifice situé au 12, avenue Dahlia à partir de la page 7 de l'audit architectural du bâtiment disponible sur le site internet de la Cité de Dorval comme mentionné au point précédent.

3. Où est la recommandation de NFA pour la démolition ?

Lors d'une réunion tenue en février 2024, l'Administration a présenté au Conseil l'étude succincte de l'histoire de l'édifice situé au 12, avenue Dahlia. Les membres du Conseil étaient libres d'analyser et de décider en fonction de cette présentation. La résolution d'intention de démolir l'Annexe de 1965 résulte de cette présentation. Le reste de la propriété doit être restauré et préservé pour le bénéfice de la communauté dans les années à venir.

4. Cette démolition est-elle conforme au règlement RCM6c-2015 ?

Le Règlement RCM6C-2015 n'existe pas. On présume qu'on parle du Règlement RCM-60C-2015 sur les PIIA. Pour rappel, dans la conclusion de la résolution d'intention adoptée le 15 avril dernier, le conseil a confirmé, son accord à ce que les démarches requises soient planifiées pour assurer la démolition sécuritaire de l'annexe construite en 1965. La démolition potentielle de l'Annexe sera donc assujettie au Règlement sur les PIIA RCM-60C-2015.

5. Cette démolition est-elle conforme au règlement de démolition ? RÈGLEMENT RCM-97-2023

La réponse est OUI. En effet, le Règlement RCM-97-2023 n'est pas applicable à cet immeuble car il ne s'agit pas d'un immeuble patrimonial.

6. La démolition respecte-t-elle la loi provinciale (protection du patrimoine) ?

La réponse est OUI. Un avis d'intention au Ministère de la Culture et des Communications (MCC) n'est pas nécessaire pour la démolition de l'Annexe car cette partie est postérieure à 1940.

7. Où sont les conclusions de l'audit : la résolution 7.2 mentionne que « les membres du Conseil ont pris connaissance des conclusions dudit rapport ». Cependant, le mot « conclusion » est absent de l'audit.

Nous vous référons au point 4.2.4 « Sommaire des observations », aux pages 54 à 58 de l'audit architectural accessible au public et disponible aux citoyens et citoyennes sur le site internet de la Cité de Dorval.

8. Discussion sur le développement futur du site

La discussion sur le développement du site a eu lieu le 12 février 2024 avec les membres du Conseil, mais aucune discussion a eu lieu autre que la démolition de la section de l'Annexe de 1965. Une plus grande vision du site va être développée dans les années à venir.

9. Qu'est-ce qui justifie que 3 propriétés dont le parc du 12 Dahlia n'ont pas été incluses dans le plan directeur des parcs?

Lors de la transmission du devis d'appel d'offres pour le plan directeur des parcs aux élus pour recueillir leurs commentaires, l'article 5.1.3 qui listait tous les bâtiments de la Cité devant être inclus dans l'étude excluait trois bâtiments puisque ce ne sont pas des bâtiments de loisirs et accessibles en tout temps au public, à savoir :

1. Les ateliers municipaux
2. L'hôtel de ville
3. La salle du conseil (12 Dahlia).

10. Depuis quand il y a une différence entre la version anglaise et française du PIIA?

La différence entre les versions française et anglaise existe depuis l'adoption du 1^{er} projet de règlement en janvier 2015. Veuillez noter que le fait que la mention du 12 avenue Dahlia ait été « oubliée » dans la version française du Règlement sur les PIIA n'a pas de conséquence, car en vertu de l'article 4.3.2 du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération et de la carte 12 « Patrimoine », la propriété du 12, avenue Dahlia est considérée comme étant une grande propriété à caractère institutionnel et donc assujettie au Règlement sur les PIIA. Malgré cette absence dans la version française du règlement, avec la résolution d'intention, les étapes du dossier se poursuivent en assujettissant la démolition de l'Annexe au Règlement sur les PIIA RCM-60C-2015.

Le conseiller Pascal Brault adresse un point d'ordre

Des échanges s'engagent de part et d'autre entre le conseiller Pascal Brault et le maire

Avec l'accord du Maire, le conseiller Christopher von Roretz prend la parole

Le conseiller Paul Trudeau demande un point d'ordre supplémentaire

CM2405 225

1.3 Période de questions et réceptions des requêtes

Les questions ci-dessous constituent un résumé à titre indicatif seulement. Pour le contenu intégral des questions, veuillez visionner la Webdiffusion de cette séance, disponible sur le site Internet de la Cité à www.ville.dorval.qc.ca/fr/la-cite/page/seances-du-conseil-municipal.

1. Un résident de l'avenue Torrence adresse des questions concernant les **dos d'âne** sur l'avenue Torrence.
2. Un résident de l'avenue Graham adresse des questions concernant des modifications à la **règlementation sur le stationnement**.
3. Un résident de l'avenue St-Charles adresse des questions concernant :
 - 1) l'utilisation du **stationnement du Golf Dorval** par un entrepreneur;
 - 2) l'embauche de **membres de familles des conseillers** par la Cité;
 - 3) une **audition** à la Cour;
 - 4) l'**achat de l'immeuble au 12 Dahlia** par la Cité;
 - 5) la **certification LEED de la patinoire réfrigérée** et la création **d'espaces verts** à Dorval.

(Avec l'accord du maire, le conseiller Pascal Brault prend la parole pour demander une précision).

(Avec l'accord du maire, le conseiller Christopher von Roretz prend la parole pour apporter une précision).

4. Un résident de l'avenue de l'Église remercie le Conseil pour l'installation de **panneaux d'arrêt** à l'intersection de Dawson et Lilas.

(Avec l'accord du maire, le conseiller Pascal Brault prend la parole pour émettre des commentaires)

(Avec l'accord du maire, le conseiller Paul Trudeau prend la parole pour apporter des précisions).

5. Un résident de l'avenue Neptune adresse des questions concernant : 1) les **coûts de démolition** de l'annexe du **12 Dahlia**; 2) l'**audit structural** du 12 Dahlia; et 3) l'**analyse des coûts** relatifs à la démolition du 12 Dahlia.

(Avec l'accord du maire, le conseiller Pascal Brault prend la parole pour demander des précisions).

(Des échanges de part et d'autre s'engagent entre le conseiller Pascal Brault, le maire et le directeur général. Ce dernier intervient pour répondre aux questions du conseiller Pascal Brault).

6. Un résident de Vaudreuil Dorion adresse des questions concernant : 1) les **nanoparticules de noir de carbone**; 2) les **fausses-couches** causées par le noir de carbone; et 3) l'encouragement de la **philanthropie** au Québec.
7. Un résident du cercle Handfield dresse des questions concernant : 1) la **démolition de l'annexe du 12 Dahlia**; 2) l'exercice du **droit de veto** du maire; et 3) la **consultation publique** sur la vocation du 12 Dahlia.

(Avec l'accord du maire, le conseiller Pascal Brault prend la parole pour demander des précisions et émettre des commentaires).

(Des échanges de part et d'autre s'engagent entre le conseiller Pascal Brault et le maire).

(Le conseiller Pascal Brault demande un point d'ordre et adresse une question au maire).

(Des échanges de part et d'autre s'engagent à nouveau entre le conseiller Pascal Brault et le maire).

8. Une résidente du cercle Handfield demande des explications sur le point **1.3 de l'ordre du jour** et adresse des questions concernant **les parcs et espaces verts** à Dorval.
9. Une résidente du croissant McNicoll adresse des questions concernant : 1) l'utilisation du **12 Dahlia** par les citoyens et l'exercice du droit de veto du maire; 2) la **consultation publique** sur le 12 Dahlia; 3) la **démolition de l'annexe du 12 Dahlia**; et 4) l'**analyse historique** du 12 Dahlia.

(À la demande du maire, le conseiller Pascal Brault prend la parole pour répondre à la 3^e question de la résidente).

10. Une résidente de l'avenue Mousseau-Vermette adresse des questions concernant : 1) les **refuges pour les itinérants** à Dorval; 2) le nouveau projet sur le site de l'ancienne **résidence Herron**; et 3) **les parcs** dans le coin de Mousseau-Vermette et du nouveau projet de Bell et la construction d'un mur antibruit le long de l'autoroute.

(Avec l'accord du maire, le conseiller Christopher von Roretz prend la parole pour apporter des précisions).

(Avec l'accord du maire, le conseiller Pascal Brault prend la parole pour apporter des précisions).

(Des échanges de part et d'autre s'engagent entre le conseiller Pascal Brault et le maire).

11. Un résident du croissant McNicoll adresse des questions concernant : 1) la vocation du **12 Dahlia**; 2) la **consultation publique** sur le 12 Dahlia en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel; et 3) le processus d'octroi du contrat pour l'élaboration de la **Politique culturelle 2025-35**.

12. Une résidente du chemin du Bord-du-Lac-Lakeshore adresse des questions concernant : 1) le mandat pour l'étude avant-projet concernant l'annexe du 12 Dahlia; 2) **l'appel d'offres et le mandat** octroyé pour l'étude d'avant-projet du 12 Dahlia; et 3) **l'éventuel avis juridique externe** sur la démolition de l'annexe du 12 Dahlia.

(Avec l'accord du maire, le conseiller Pascal Brault prend la parole pour émettre des commentaires).

13. Un résident de l'avenue Dawson adresse des questions concernant : 1) l'inspection du bâtiment au **12 Dahlia**; 2) les **parcs** à Dorval; 3) le **stationnement** au 12 Dahlia.

14. Un résident de l'avenue Mousseau-Vermette adresse des plaintes concernant les **constats d'infraction et les problèmes de stationnement** sur l'avenue Mousseau-Vermette.

(Avec l'accord du maire, le conseiller Paul Trudeau prend la parole pour apporter des précisions et répondre au citoyen).

CM2405 226

1.4 Résolution du conseil municipal de Dorval visant à intégrer le site du 12 Dahlia dans le processus du futur plan des parcs et espaces verts de la Ville de Dorval - Résolution CM2404 219 soumise à nouveau au conseil suite à l'exercice du droit de véto par le maire en vertu de l'article 53 de la *Loi sur les cités et villes*

ATTENDU QUE le 15 avril 2024, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution CM2404 219 visant à intégrer le site du 12 Dahlia dans le processus du futur plan des parcs et espaces verts de la Ville de Dorval;

ATTENDU QUE conformément au deuxième alinéa de l'article 53 de la *Loi sur les cités et villes*, le maire s'est prévalu de son droit de ne pas approuver ladite résolution dans les quatre-vingt-seize heures suivant son adoption;

ATTENDU QUE la résolution CM2404 219 doit être de nouveau soumise aux membres du conseil pour qu'ils la considèrent d'urgence et en priorité;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER PASCAL BRAULT
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ

IL EST RÉSOLU:

DE REJETER la résolution CM2404 219 du conseil municipal de Dorval visant à intégrer le site du 12 Dahlia dans le processus du futur plan des parcs et espaces verts de la Ville de Dorval.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

Le conseiller Pascal Brault vote contre cette résolution.

CM2405 227

1.5 Évaluation historique de l'ensemble du site du 12, avenue Dalhia comme l'exige notre règlement PIIA - Résolution CM2404 221 soumise à nouveau au conseil suite à l'exercice du droit de véto par le maire en vertu de l'article 53 de la *Loi sur les cités et villes*

ATTENDU QUE le 15 avril 2024, le Conseil a adopté à la majorité la résolution CM2404 221 relative à l'évaluation historique de l'ensemble du site du 12, avenue Dalhia comme l'exige notre règlement PIIA;

ATTENDU QUE conformément au deuxième alinéa de l'article 53 de la *Loi sur les cités et villes*, le maire s'est prévalu de son droit de ne pas approuver ladite résolution dans les quatre-vingt-seize heures suivant son adoption;

ATTENDU QUE la résolution CM2404 221 doit être de nouveau soumise aux membres du conseil pour qu'ils la considèrent d'urgence et en priorité;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX

IL EST RÉSOLU:

DE REJETER la résolution CM2404 221 relative à l'évaluation historique de l'ensemble du site du 12, avenue Dalhia comme l'exige notre règlement PIIA.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

Le conseiller Pascal Brault vote contre cette résolution

2 APPROBATION ET DÉPÔT DE DOCUMENTS

CM2405 228

2.1 Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 15 avril 2024

ATTENDU QUE le procès-verbal de la séance ordinaire du 15 avril 2024 a été remis à chaque membre du conseil conformément aux dispositions de l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX

IL EST RÉSOLU:

D'APPROUVER le procès-verbal de la séance ordinaire du 15 avril 2024 tel que rédigé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3 RÈGLEMENTATION

CM2405 229

3.1 Règlement sur la délégation de pouvoirs - Dépôt des rapports de décisions déléguées

Le compte-rendu du directeur général sur les actes posés pour la période du 3 au 29 avril 2024 en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par le Règlement de délégation de pouvoirs RCM-3-2005 est déposé devant le Conseil.

CM2405 230

3.2 Avis de motion et dépôt du projet de règlement - Règlement RCM-101-2024 sur la division du territoire en districts électoraux

Le conseiller Christopher von Roretz donne avis de motion qu'à une séance ultérieure du Conseil, le Règlement RCM-101-2024 sur la division du territoire en districts électoraux sera adopté.

Ce Règlement a pour objet et conséquence d'assurer le respect du pourcentage d'écart autorisé en regard du nombre d'électeurs par district.

Le conseiller Christopher von Roretz dépose le projet de Règlement RCM-101-2024.

CM2405 231

3.3 Adoption du Règlement RCM-60H-2024 sur les plans d'aménagement d'ensemble (PAE)

ATTENDU QUE le Règlement RCM-60H-2024 sur les plans d'aménagement d'ensemble (PAE) a pour objectif d'établir une procédure afin de permettre un projet de développement qui déroge à la réglementation d'urbanisme applicable en établissant des objectifs et des critères d'évaluation pour les projets situés à l'intérieur des zones assujetties à un PAE;

ATTENDU QUE le Règlement RCM-60H-2024 a notamment pour but d'assurer le développement cohérent et durable du territoire de Garden Crescent;

ATTENDU QUE le territoire visé par le PAE est identifié à la carte 8 de l'annexe B du Règlement RCM-60-PU.2-2023 et qu'il s'agit de la zone H01-07 du Règlement RCM-60A-16-2023;

ATTENDU QUE lors de la séance ordinaire du 15 avril 2024, l'avis de motion a été dûment donné et le projet de règlement adopté;

ATTENDU QUE l'assemblée publique de consultation s'est déroulée le 7 mai 2024;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER ROBERT LE SAGE
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX

IL EST RÉSOLU:

D'ADOPTER le Règlement RCM-60H-2024 sur les plans d'aménagement d'ensemble (PAE).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

4 CONTRATS ET ENTENTES

CM2405 232

4.1 Adjudication de contrat - Appel d'offres public relatif à la fourniture et livraison de bacs roulants noirs pour la collecte des déchets domestiques (TP2024-01) - U.S.D. Global inc.

ATTENDU QUE suite à l'appel d'offres public TP2024-01 relatif à la fourniture et à la livraison de bacs roulants noirs pour la collecte des déchets domestiques, la Section des ressources matérielles a reçu une (1) soumission conforme;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX

IL EST RÉSOLU:

D'ADJUGER au seul soumissionnaire conforme, soit la société U.S.D. Global inc., le contrat TP2024-01 relatif à la fourniture et à la livraison de 6 200 bacs roulants noirs de 240 litres, incluant les puces RFID intégrées, pour la collecte des déchets domestiques, au montant global de 578 611,69 \$ TTC, conformément à sa soumission ouverte le 11 avril 2024;

D'IMPUTER cette dépense au poste budgétaire 23 050 16 000, projet 2024-31, financé par une affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 233

4.2 Adjudication de contrat - Appel d'offres public relatif au resurfaçage de diverses rues 2024 (IM2024-01) - Roxboro Excavation inc.

ATTENDU QUE selon les résultats d'auscultation, il faut intervenir sur quatre (4) chaussées;

ATTENDU QUE suite à l'appel d'offres public IM2024-01 relatif au resurfaçage de diverses rues pour 2024, la Section des ressources matérielles a reçu cinq (5) soumissions conformes;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER PAUL TRUDEAU
APPUYÉE PAR LA CONSEILLÈRE NICOLE DUCHASTEL

IL EST RÉSOLU:

D'ADJUGER au plus bas soumissionnaire conforme, soit la société Roxboro Excavation Inc., le contrat IM2024-01 pour le resurfaçage de diverses rues pour 2024, au montant global de 3 018 864,13 \$ TTC, conformément à sa soumission ouverte le 18 avril 2024;

D'IMPUTER cette dépense au poste budgétaire 23 040 50 000, projet 2024-01, financé par une affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 234

4.3 Adjudication de contrat - Transfert du contrat de collecte sélective de certaines matières recyclables à la société 9386-0120 Québec Inc.

ATTENDU QUE le 10 avril 2024, une entente intermunicipale est intervenue entre les municipalités de Beaconsfield, Kirkland, Mont-Royal, Sainte-Anne-de-Bellevue et Dorval relativement à la prise en charge par Éco Entreprises Québec (ÉEQ) du système de collecte sélective des matières recyclables pour les groupements de municipalités, ci-après "l'Entente";

ATTENDU QUE conformément à cette Entente, la Ville de Beaconsfield à titre d'organisme municipal mandataire de ce groupement de municipalités, a lancé un appel d'offres public et octroyé le contrat de collecte et transport des matières recyclables à l'entreprise 9386-0120 Québec Inc., plus basse soumissionnaire conforme;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX

IL EST RÉSOLU:

QUE le Conseil prenne acte de la résolution 2024-04-131 adoptée par la Ville de Beaconsfield à sa séance du 22 avril 2024, pour et au nom du groupement formé des municipalités de Beaconsfield, Kirkland, Mont-Royal, Sainte-Anne-de-Bellevue et Dorval, par laquelle elle octroie le contrat de collecte sélective des matières recyclables du groupement à l'entreprise 9386-0120 Québec Inc.;

D'AUTORISER le Directeur des travaux publics à approuver les paiements à l'entreprise 9386-0120 Québec Inc., conformément aux articles 3.2.2 et 5.5 de l'Entente et à l'article 19 du Règlement intérieur du conseil municipal sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés RCM-3-2005;

DE METTRE UN TERME au contrat TP2023-18 octroyé par la Cité à l'entreprise Environnement Routier NRJ Inc. à sa séance du 11 décembre 2023, conformément à la clause 9 du devis d'appel d'offres - Clauses administratives particulières, à l'exception de la partie du contrat qui concerne la collecte des conteneurs qui n'est pas entièrement prise en charge par ÉEQ, pour un montant total ne dépassant pas 25 000 \$ TTC;

D'IMPUTER ces dépenses au poste budgétaire 02 452 10 534.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 235

4.4 Adjudication de contrat - Appel d'offres sur invitation écrite pour la fourniture de services de gestion 24/7 du réseau informatique et du système VPN - Prival

ATTENDU QUE la Cité dispose d'un réseau informatique complexe qui relie tous ses bâtiments, ainsi que d'un système VPN de type Zero Trust Network « ZTNA » de dernière génération qui englobe de multiples technologies et fonctions;

ATTENDU QU'une expertise de haut niveau est requise pour maintenir ces fonctionnalités en continu, protéger le réseau contre les cyberattaques, assurer la configuration appropriée et la surveillance des systèmes 24/7;

ATTENDU QUE deux (2) soumissionnaires ont répondu à l'appel d'offres par voie d'invitation écrite pour la fourniture de services de gestion 24/7 du réseau informatique et du système VPN;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ

IL EST RÉSOLU:

D'ADJUGER au plus bas soumissionnaire conforme, soit la société Prival, le contrat relatif à la fourniture de services de gestion 24/7 du réseau informatique et du système VPN, pour une période de douze (12) mois, au montant total de 40 533,52 \$ TTC, conformément à sa soumission ouverte le 4 avril 2024;

D'IMPUTER cette dépense au poste budgétaire 02 130 50 419.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 236

4.5 Adjudication de contrat - Appel d'offres sur invitation écrite pour les services d'experts en sécurité nautique pour le centre de location d'embarcations nautiques du parc Pine Beach (LC2024-04) - Association des Premiers Répondants du Québec

ATTENDU QUE le Service des loisirs et de la culture doit retenir les services d'une société spécialisée en sécurité nautique pour la saison estivale 2024;

ATTENDU QU'un (1) seul soumissionnaire a répondu à l'appel d'offres sur invitation écrite LC2024-04 pour les services d'experts en sécurité nautique pour le centre de location d'embarcations nautiques du parc Pine Beach;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER ROBERT LE SAGE
APPUYÉE PAR LA CONSEILLÈRE NICOLE DUCHASTEL

IL EST RÉSOLU:

D'ADJUGER au seul soumissionnaire conforme, soit l'Association des Premiers Répondants du Québec, le contrat LC2024-04 relatif à la surveillance nautique lors des divers événements nautiques qui auront lieu durant la saison estivale 2024, au montant global de 44 296,13 \$ TTC, conformément à sa soumission ouverte le 27 mars 2024;

D'IMPUTER cette dépense au poste budgétaire 02 701 42 450.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 237

4.6 Adjudication de contrat - Appel d'offres sur invitation écrite pour la fourniture de blocs de béton embouffetés (2405-DP-TP) - Les Bétons Bellemare inc.

ATTENDU QUE la réfection des murets au dépôt Cambell est nécessaire compte tenu de leur état avancé de décrépitude;

ATTENDU QUE trois (3) soumissionnaires ont répondu à l'appel d'offres par voie d'invitation écrite 2405-DP-TP pour la fourniture de blocs de béton embouffetés;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER PAUL TRUDEAU
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX

IL EST RÉSOLU:

D'ADJUGER au plus bas soumissionnaire conforme, soit la société Les Bétons Bellemare inc, le contrat 2405-DP-TP relatif à l'achat de blocs de béton embouffetés, pour un montant global de 56 917,22 \$ TTC, conformément à sa soumission ouverte le 3 avril 2024;

D'IMPUTER cette dépense au poste budgétaire 23 040 90 000, projet 2024-40, virement requis de 50 000 \$ du projet PTI ligne 38, financé par une affectation des activités de fonctionnement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 238

4.7 Octroi de contrat de gré à gré - Fourniture d'une licence et d'un abonnement au système de rédaction de documents d'appel d'offres en ligne EDILEXPERT - Edilex inc.

ATTENDU QUE selon les paragraphes a) et e) de l'article 30 du Règlement RCM-89-2022 sur la gestion contractuelle, le conseil peut autoriser un contrat de gré à gré sans sollicitation d'offres pour des motifs visant les meilleurs intérêts de la Cité dans une perspective globale, lorsque le degré d'expertise du fournisseur dans le domaine visé et/ou sa capacité et sa disponibilité pour exécuter le contrat dans les délais requis sont d'importance majeure pour assurer l'efficacité et l'efficacités des opérations de la Cité;

ATTENDU QU'en raison de la nature du contrat relatif à la fourniture d'un produit du domaine des technologies de l'information, une sollicitation d'offres ne servirait pas l'intérêt public;

ATTENDU QUE Edilex inc. est le propriétaire de la solution technologique « EDILEXPERT »;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DE LA CONSEILLÈRE NICOLE DUCHASTEL
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ

IL EST RÉSOLU:

D'OCTROYER à la société Edilex inc., le contrat relatif à la fourniture de la licence EDILEXPERT et d'un abonnement au système de rédaction de documents de gestion contractuelle et d'appels d'offres, pour une période de trois (3) ans, au montant global de 42 221,22 \$ TTC, conformément à son offre de services datée du 4 avril 2024;

D'AUTORISER la Cheffe de section - ressources matérielles à signer le contrat de licence et d'abonnement ainsi que tout document donnant effet à la présente résolution;

D'IMPUTER cette dépense au poste budgétaire 02 130 50 730.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 239

4.8 Octroi de contrat de gré à gré - Caractérisation des matières résiduelles résidentielles - Été 2024 - Stratzer Conseils inc.

ATTENDU QU'une étude de caractérisation des matières résiduelles résidentielles est requise pour dresser un portrait plus complet des matières résiduelles générées sur le territoire de la Cité afin de mieux répondre aux enjeux liés à la gestion de ces matières et compléter l'ensemble de l'analyse avant de mettre de l'avant les mesures concrètes visées au plan d'action stratégique;

ATTENDU l'offre de service du 20 février 2024 de la société Stratzer conseils inc. concernant la caractérisation des matières résiduelles résidentielles à l'été 2024 sur le territoire de la Cité de Dorval;

ATTENDU QUE compte tenu du degré d'expertise de Stratzer Conseils inc. acquis lors des mandats précédents et afin d'assurer l'uniformité des méthodes d'acquisition de données et la constance de l'analyse et des recommandations, il y a lieu de déroger à l'obligation de solliciter d'autres offres pour ce contrat;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER ROBERT LE SAGÉ

IL EST RÉSOLU:

D'OCTROYER à la société Stratzer conseils inc., le contrat de services professionnels relatif à la caractérisation des matières résiduelles résidentielles sur le territoire de la Cité de Dorval, au montant global de 28 532,52 \$ TTC, conformément à son offre de service du 20 février 2024;

D'AUTORISER le directeur du Service des travaux publics à signer l'offre de services;

D'IMPUTER cette dépense au poste budgétaire 02 452 10 534.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 240

4.9 Octroi de contrat - Accompagnement et élaboration de la Politique culturelle 2025-35 - Zeste Conseils inc.

ATTENDU QUE la Cité de Dorval souhaite se doter d'une politique culturelle comme levier de développement de sa communauté;

ATTENDU QU'avec une population en forte croissance, la Cité de Dorval évolue au sein d'un environnement riche et diversifié;

ATTENDU QUE l'exercice menant à l'élaboration de la politique culturelle permettra notamment de :

- Faire un bilan des actions culturelles qui ont eu lieu au cours des dernières années;
- Dresser un diagnostic des forces, faiblesses, menaces et opportunités en matière de développement culturel sur le territoire;
- Consulter la population, les organismes, les acteurs culturels ainsi que les élus.es et employés.es de la Cité pour s'assurer de bien capter leurs besoins et suggestions;
- Doter Dorval d'orientations claires en matière de culture pour les prochaines années.

ATTENDU QUE suite à des demandes de prix, une seule société a fourni une offre de service relative à l'élaboration de la Politique culturelle 2025-35;

ATTENDU l'offre de services de la société Zeste Conseils inc. en date du 23 janvier 2024;
EN CONSÉQUENCE

**SUR PROPOSITION DU CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER PAUL TRUDEAU**

IL EST RÉSOLU:

D'OCTROYER à la société Zeste Conseils inc., le contrat de services professionnels relatifs à l'accompagnement et l'élaboration de la Politique culturelle 2025-35, pour un montant global de 20 120,63 \$ TTC, conformément à sa soumission datée du 23 janvier 2024;

D'AUTORISER la directrice des Loisirs et de la Culture à signer l'offre de services de Zeste Conseils inc. datée du 23 janvier 2024;

D'IMPUTER cette dépense au poste budgétaire 02 702 90 450.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 241

4.10 Octroi de mandat - Regroupement d'achats en commun d'assurances responsabilité pour les parcs de rouli-roulant, pistes de BMX et aménagements semblables 2024-2029 - Union des municipalités du Québec

CONSIDÉRANT QUE, conformément aux articles 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes* et 14.7.1 et suivants du *Code municipal*, la municipalité de Dorval souhaite joindre l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et son regroupement pour l'achat en commun d'assurances de responsabilité pour les parcs de rouli-roulant, pistes de BMX et aménagements semblables pour la période 2024-2029;

CONSIDÉRANT QUE selon la Loi, la municipalité de Dorval accepte qu'une municipalité qui ne participe pas présentement au regroupement, puisse demander, en cours de contrat, par résolution, son adhésion au présent regroupement à la condition que l'UMQ l'autorise et que la municipalité souhaitant se joindre au regroupement s'engage à respecter toutes et chacune des conditions prévues au cahier des charges, aux frais requis par l'UMQ et au contrat d'assurance et au mandat du consultant, adjugés en conséquence et que cette jonction ne devra pas se faire si elle dénature les principaux éléments de l'appel d'offres, du contrat ou du mandat en cause;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER PAUL TRUDEAU
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX

IL EST RÉSOLU:

DE PARTICIPER au regroupement d'achats de l'Union des municipalités du Québec, en vue de l'octroi d'un contrat en assurances responsabilité pour les parcs de rouli-roulant, pistes de BMX et aménagements semblables situés dans la municipalité de Dorval, pour la période du 1^{er} juin 2024 au 31 mai 2029;

D'AUTORISER le maire et la greffière à signer, pour et au nom de la municipalité, l'entente intitulée « Entente de regroupement de municipalités au sein de l'Union des municipalités du Québec relativement à l'achat en commun d'assurances responsabilité pour les parcs de rouli-roulant, pistes de BMX et aménagements semblables », soumise et jointe aux présentes pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 242

4.11 Octroi de mandat - Élaboration d'une étude avant-projet concernant l'Annexe de l'édifice situé au 12 Dahlia - LemayMichaud Architecture Design Inc.

ATTENDU QUE par résolution numéro CM2404 216 adoptée le 15 avril 2024, le Conseil a exprimé son intention relativement au bâtiment municipal localisé au 12 avenue Dahlia;

ATTENDU QU'il y a lieu de procéder à une étude afin de confirmer le manque de valeur architecturale et patrimoniale de l'Annexe datant de 1965 dont la démolition permettrait la réhabilitation des autres sections du bâtiment situé au 12 Dahlia;

ATTENDU QUE suite à quatre demandes de prix, une seule société a soumis une offre de service;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DE LA CONSEILLÈRE NICOLE DUCHASTEL
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER ROBERT LE SAGE

IL EST RÉSOLU:

DE MANDATER LemayMichaud Architecture Design Inc. afin d'élaborer l'étude avant-projet de l'Annexe située au 12 Dahlia, pour un montant global de 44 800,00 \$ avant taxes, conformément à son offre de service du 7 mai 2024;

D'AUTORISER le directeur général à signer ladite offre de service;

D'IMPUTER cette dépense au poste budgétaire 02 610 10 411.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

Le conseiller Pascal Brault vote contre cette résolution.

CM2405 243

4.12 Demandes de prix - Octroi de contrat - Fourniture des uniformes pour les employés estivaux du Service des loisirs et de la culture - LOUTIL DE LA PUB INC.

ATTENDU QUE l'acquisition des uniformes (maillots et vêtements) pour le personnel estival est conventionnée;

ATTENDU QUE suite à des demandes informelles de prix, deux (2) sociétés ont fourni des prix pour la fourniture des uniformes pour les employés estivaux du Service des loisirs et de la culture;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER ROBERT LE SAGE
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ

IL EST RÉSOLU:

D'OCTROYER à la société LOUTIL DE LA PUB INC., le contrat DP 2402-LC relatif à la fourniture des uniformes estivaux pour 2024, pour un montant global de 21 461,82 \$ TTC, conformément à ses soumissions datées du 10 avril 2024;

D'IMPUTER 15 000,00 \$ TTC au poste budgétaire 02 701 40 650 et 6 461,82 \$ TTC au poste budgétaire 02 701 50 650.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 244

4.13 Demandes de prix - Octroi de contrat - Entretien des aires de jeux - Saison 2024 - Maleo, Division de Robovic

ATTENDU QU'il y a lieu d'octroyer un contrat pour l'entretien annuel des aires de jeux de la Cité de Dorval afin d'assurer la sécurité des usagers;

ATTENDU QUE suite à des demandes de prix, deux (2) sociétés ont fourni des prix;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX
APPUYÉE PAR LA CONSEILLÈRE NICOLE DUCHASTEL

IL EST RÉSOLU:

D'OCTROYER à la société Maleo, Division de Robovic, ayant soumis le meilleur prix, le contrat relatif à l'entretien annuel des aires de jeux de la Cité de Dorval, au montant global de 16 678,27 \$ TTC pour la saison 2024, conformément à sa soumission du 28 mars 2024;

D'IMPUTER cette dépense au poste budgétaire 02 701 53 534.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 245

4.14 Renouvellement de mandat - Regroupement d'achats pour la fourniture et la livraison de sel de déglacage pour les opérations de voirie pour la saison hivernale 2024-2025 - Ville de Montréal

ATTENDU QUE la Cité de Dorval souhaite renouveler son adhésion au regroupement d'achats de la Ville de Montréal pour la fourniture et la livraison de sel de déglacage pour la saison hivernale 2024-2025;

ATTENDU QUE la quantité de sel de déglacage prévue pour la saison hivernale 2024-2025 est de 4 500 tonnes métriques;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER PAUL TRUDEAU
APPUYÉE PAR LA CONSEILLÈRE NICOLE DUCHASTEL

IL EST RÉSOLU:

DE RENOUVELER l'adhésion de la Cité de Dorval au regroupement d'achats de la Ville de Montréal pour la fourniture et la livraison de sel de déglacage pour la saison hivernale 2024-2025;

DE MANDATER la Ville de Montréal afin de procéder à l'élaboration et au lancement d'un appel d'offres public pour et au nom du regroupement et d'agir à titre de coordonnatrice de ce projet;

D'AUTORISER la cheffe de section - Ressources matérielles à signer tout document donnant effet à la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 246

4.15 Modification de contrat - Appel d'offres public IM2023-10 relatif aux travaux de reconstruction de conduites d'égout pluvial et de construction d'ouvrages de rétention des 1re et 2e avenues, ainsi que des avenues Roy et Lepage - Construction G-Nesis inc.

ATTENDU QUE par résolution numéro CM2306-246 adoptée le 19 juin 2023, le Conseil a adjugé à l'entreprise Construction G-Nesis inc. le contrat relatif aux travaux de reconstruction de conduites d'égout pluvial et de construction d'ouvrages de rétention des 1re et 2e avenues, ainsi que des avenues Roy et Lepage, au montant global de 4 054 208,21 \$ TTC;

ATTENDU QUE vingt (20) avenants et des quantités modifiées dus à des conflits entre les infrastructures existantes et des conditions hivernales ont été requis lors de la réalisation des travaux;

ATTENDU QUE par ailleurs, le contrat initial n'avait pas de montant pour contingences de prévu;

ATTENDU QUE selon l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes*, une municipalité ne peut modifier un contrat accordé à la suite d'une demande de soumissions, sauf dans le cas où la modification constitue un accessoire à celui-ci et n'en change pas la nature;

ATTENDU QUE les travaux supplémentaires sont accessoires au contrat initial et ne pouvaient être prévisibles au moment de l'octroi du contrat initial;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER ROBERT LE SAGE
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX

IL EST RÉSOLU:

D'APPOUVER une commande de 357 522,33 \$ TTC à Construction G-Nesis inc. pour les contingences et les quantités modifiées;

D'IMPUTER cette dépense au poste budgétaire 23 050 20 000, projet 2020-02, financé par une affectation des activités de fonctionnement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

5 FINANCE ET ADMINISTRATION

CM2405 247

5.1 Dépôt de la liste des dépenses autorisées

Conformément à l'article 7.4 du Règlement RCM-30-2009 en matière de contrôle et de suivi budgétaires, la liste des dépenses autorisées du 1^{er} au 30 avril 2024 est déposée au Conseil.

CM2405 248

5.2 Autorisation de dépenses - Paiement de diverses réclamations

ATTENDU QUE le Service des affaires juridiques et du greffe a procédé à l'analyse de diverses réclamations en collaboration avec les services concernés;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX

IL EST RÉSOLU:

D'AUTORISER le paiement des réclamations décrites au rapport de la greffière adjointe pour la période du 3 au 29 avril 2024 totalisant un montant de 871,96 \$ non taxable;

D'IMPUTER cette dépense au poste budgétaire 02 190 00 995.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 249

5.3 Approbation des virements budgétaires

ATTENDU QUE des virements budgétaires sont requis afin de couvrir certaines dépenses d'opération;

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER PAUL TRUDEAU
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ

IL EST RÉSOLU:

D'AUTORISER les virements aux postes budgétaires tels que décrits à la liste des virements du 1^{er} au 30 avril 2024 jointe à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 250

5.4 Dons et souscriptions

SUR PROPOSITION DE LA CONSEILLÈRE NICOLE DUCHASTEL
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER ROBERT LE SAGE

IL EST RÉSOLU:

D'OCTROYER une aide financière aux organismes suivants :

- Festival de la Voix au montant de 4 500,00 \$ à imputer aux postes budgétaires 02 190 00 996 (3 000 \$) et 02 110 00 310 (1 500 \$);
- Wiaih au montant de 4 926 \$ à imputer au poste budgétaire 02 590 30 996;
- Centre multi-ressources de Lachine au montant de 600 \$ à imputer au poste budgétaire 02 590 30 996.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 251

5.5 Résolution visant la libération du fonds de garantie en responsabilité civile primaire du regroupement municipalités de l'Île de Montréal pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 1^{er} janvier 2014 - Union des municipalités du Québec

CONSIDÉRANT QUE la Cité de Dorval est titulaire d'une police d'assurance émise par l'assureur Lloyd's sous le numéro DL009000-05 et que celle-ci couvre la période du 1^{er} janvier 2013 au 1^{er} janvier 2014;

CONSIDÉRANT QUE cette police est sujette à une franchise individuelle de même qu'à un fonds de garantie en assurance responsabilité civile primaire;

CONSIDÉRANT QU'un fonds de garantie d'une valeur de 525 001,00 \$ fût mis en place afin de garantir ce fonds de garantie en responsabilité civile primaire et que la Cité de Dorval y a investi une quote-part de 52 022 \$ représentant 9,909 % de la valeur totale du fonds;

CONSIDÉRANT QUE la convention relative à la gestion des fonds de garanties prévoit ce qui suit au titre de la libération des fonds;

1. LIBÉRATION DES FONDS

Les fonds de garantie sont maintenus en opération jusqu'à épuisement des sommes par remboursement du coût des règlements des sinistres qui lui sont imputables ou jusqu'à ce que toutes les réclamations rapportées soient complètement réglées ou que la prescription soit acquise ou ait été reconnue comme telle par un tribunal pour toutes les réclamations couvertes par les polices émises pour la période visée;

Sur attestation conjointe de l'Assureur et des villes assurées à l'effet qu'il ne subsiste aucune réclamation couverte par les polices émises pour la période visée, le reliquat des fonds est libéré et retourné aux municipalités assurées, à chacune selon sa quote-part, accompagné de la comptabilité détaillée du compte ainsi que la liste de tous les remboursements effectués;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des réclamations déclarées à l'assureur Lloyd's touchant ladite police et ledit fonds de garantie en responsabilité civile primaire ont été traitées et fermées par l'assureur;

CONSIDÉRANT QUE la Cité de Dorval confirme qu'il ne subsiste aucune réclamation couverte par la police d'assurance émise par l'assureur Lloyd's pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 1^{er} janvier 2014 pour laquelle des coûts liés au paiement des réclamations pourraient être engagés;

CONSIDÉRANT QUE la Cité de Dorval demande que le reliquat de 15 193,17 \$ dudit fonds de garantie en responsabilité civile primaire soit libéré conformément à l'article 5 de la convention précitée;

CONSIDÉRANT QU'il est entendu que la libération des fonds met un terme aux obligations de l'assureur, à quelque titre que ce soit, exception faite de toute réclamation susceptible de mettre en œuvre la garantie offerte en excédant dudit fonds de garantie en responsabilité civile primaire;

CONSIDÉRANT QUE la Cité de Dorval s'engage cependant à donner avis à l'assureur de tous faits et circonstances susceptibles de donner lieu à une réclamation de même que de toute réclamation, quelle qu'en soit l'importance, qui pourrait être recevable aux termes de la police émise pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 1^{er} janvier 2014;

CONSIDÉRANT QUE l'assureur Lloyd's pourra alors enquêter ou intervenir selon ce qu'il estimera à propos;

CONSIDÉRANT QUE la Cité de Dorval s'engage à retourner, en partie ou en totalité, le montant qu'il lui sera ristourné dudit fonds de garantie si jamais une réclamation se déclare dans le futur et que celle-ci engage le fonds de garantie en responsabilité civile primaire pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 1^{er} janvier 2014;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX

IL EST RÉSOLU:

D'AUTORISER l'Union des municipalités du Québec à procéder aux versements du reliquat dudit fonds de garantie aux membres du regroupement Municipalités de l'Île de Montréal dans les mêmes proportions que ceux-ci y ont contribué lors de sa constitution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

6 URBANISME

CM2405 252

6.1 Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 22 avril 2024

Le procès-verbal de la rencontre du comité consultatif d'urbanisme tenue le 22 avril 2024 est déposé aux membres du conseil.

CM2405 253

6.2 Dépôt du rapport comparatif et de la liste des permis et certificats émis – Avril 2024

Les documents suivants sont déposés aux membres du conseil :

- Liste des permis et certificats généraux émis pour le mois d'avril 2024;
- Rapport comparatif progressif des permis et certificats émis pour les mois d'avril 2023 et 2024.

CM2405 254

6.3 Demandes d'approbation de plans relatifs à l'implantation et à l'intégration architecturale - 860 et 880, avenue Carson (PIIA-2024-0008) - 209, avenue Comber (PIIA-2024-0012) - 570, chemin du Bord-du-Lac-Lakeshore (PIIA-2024-0013) - 3073, boulevard des Sources (PIIA-2024-0014)

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* et du premier alinéa de l'article 22 du Règlement RCM-60C-2015 sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale, à la suite de la réception de l'avis du CCU, le Conseil approuve les plans par résolution si, de l'avis de ce dernier, ils rencontrent les objectifs et les critères énoncés au règlement ou les désapprouvent dans le cas contraire;

ATTENDU la demande de PIIA-2024-0008 concernant la propriété située aux 860 et 880, avenue Carson visant à autoriser les affichages pour bâtiments à usage mixte commercial et résidentiel;

ATTENDU la demande de PIIA-2024-0012 concernant la propriété située au 209, avenue Comber visant à autoriser la transformation du type de toiture;

ATTENDU la demande de PIIA-2024-0013 concernant la propriété située au 570, chemin du Bord-du-Lac-Lakeshore visant à autoriser l'affichage d'un bâtiment commercial;

ATTENDU la demande de PIIA-2024-0014 concernant la propriété située au 3073, boulevard des Sources visant à autoriser l'affichage d'un bâtiment commercial;

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme a statué sur lesdites demandes lors de sa réunion du 22 avril 2024 et que le Conseil a pris connaissance de ses recommandations;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER ROBERT LE SAGE
APPUYÉE PAR LA CONSEILLÈRE NICOLE DUCHASTEL

IL EST RÉSOLU:

D'APPROUVER les plans et les documents associés aux projets suivants :

- PIIA-2024-0013 - Projet d'affichage d'un bâtiment commercial au 570, chemin du Bord-du-Lac - Lakeshore;
- PIIA-2024-0008 - Projet d'affichages pour bâtiments à usage mixte commercial et résidentiel au 860 et 880, avenue Carson concernant les composantes suivantes :

- 1) Enseigne murale "Westisle" conditionnellement à l'ajustement de la hauteur (plans version mars 2024 page 14)
- 2) Enseigne directionnelle (plans version mars 2024 page 10)

DE DÉSA approuver pour les raisons énoncées au procès-verbal du CCU du 22 avril 2024, les plans et les documents associés aux projets suivants :

- PIIA-2024-0012 - Projet de transformation du type de toiture au 209, avenue Comber;
- PIIA-2024-0014 - Projet d'affichage d'un bâtiment commercial au 3073, boulevard des Sources;
- PIIA-2024-0008 - Projet d'affichage pour bâtiments à usage mixte commercial et résidentiel au 860 et 880, avenue Carson concernant les composantes suivantes :
 - 1) Trois (3) enseignes murales
 - 2) Enseigne murale sur l'édicule
 - 3) Enseigne sur poteau
 - 4) Enseigne murale d'identification "Tour A et B".

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

7 DIVERS PROJETS

CM2405 255

7.1 Proclamation de la journée mondiale de sensibilisation à la maltraitance des personnes âgées du 15 juin 2024

ATTENDU QUE la Journée mondiale de sensibilisation à la maltraitance des personnes âgées organisée par l'Organisation des Nations Unies se tient annuellement le 15 juin;

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER PAUL TRUDEAU

IL EST RÉSOLU:

QUE le conseil municipal de la Cité de Dorval souligne son appui à la journée mondiale de sensibilisation à la maltraitance des personnes âgées qui se tiendra le 15 juin 2024;

QUE le Conseil invite les citoyens à porter le ruban mauve à cette occasion et à agir ensemble pour vaincre la maltraitance des personnes âgées et préserver le droit fondamental des aînés de vivre dans la dignité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 256

7.2 Proclamation de la Semaine québécoise des personnes handicapées du 1^{er} au 7 juin 2024

ATTENDU QU'au Québec, plus d'un million de personnes ont une incapacité significative et persistante les rendant susceptibles de rencontrer des obstacles dans la réalisation de leurs activités quotidiennes;

ATTENDU QUE dans plusieurs situations, les personnes handicapées pourraient accomplir la même activité qu'une personne sans incapacité, pourvu que les obstacles aient été éliminés;

ATTENDU QUE selon l'Enquête canadienne sur l'incapacité de 2022, près d'un million et demi de personnes ont une incapacité, ce qui représente 21 % de la population québécoise de 15 ans et plus;

ATTENDU QUE les municipalités du Québec ainsi que les citoyennes et citoyens qui les composent peuvent agir pour permettre aux personnes handicapées de participer pleinement à la vie en société les actions à réaliser pour rendre notre société plus inclusive;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DE LA CONSEILLÈRE NICOLE DUCHASTEL
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ

IL EST RÉSOLU:

DE PROCLAMER la Semaine québécoise des personnes handicapées qui aura lieu du 1^{er} au 7 juin 2024;

DE RÉAFFIRMER l'engagement du conseil municipal de la Cité de Dorval d'offrir à ses citoyens des bâtiments et installations inclusifs et de réduire les obstacles rencontrés par les personnes handicapées dans la réalisation de leurs activités quotidiennes;

QUE par l'intermédiaire des membres de son comité d'accessibilité universelle formé de citoyens de Dorval, de conseillers municipaux et de représentants des divers services municipaux, la Cité de Dorval poursuive sa mission de mettre en œuvre les meilleures pratiques en matière d'accessibilité universelle et d'assurer la réalisation des objectifs établis à son plan d'action triennal visant, notamment, l'intégration des personnes handicapées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 257

7.3 Transformer le bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent en un corridor économique bleu-vert tout en préservant nos ressources en eau douce - Alliance des Villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent

ATTENDU QUE le bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent forme le plus grand écosystème d'eau douce au monde, fournissant de l'eau potable à plus de 40 millions de personnes et constituant le fondement de la prospérité économique de nos communautés;

ATTENDU QUE les communautés du bassin constituent collectivement la troisième plus grande économie du monde, générant 6 000 milliards de dollars de production économique par an;

ATTENDU QUE l'industrie lourde et le secteur manufacturier ont été prédominants dans certaines parties du bassin, dégradant souvent la qualité de notre eau et perpétuant les défis environnementaux dans les communautés défavorisées;

ATTENDU QUE les efforts de restauration des écosystèmes à l'échelle du bassin génèrent des gains économiques importants pour les communautés locales;

ATTENDU QUE l'investissement de 4,17 milliards de dollars du gouvernement fédéral américain dans l'Initiative de restauration des Grands Lacs depuis 2010 et l'engagement récent de 420 millions de dollars du gouvernement fédéral canadien sont deux contributions importantes à ce cercle vertueux entre protection de l'environnement et développement économique durable;

ATTENDU QUE certains experts prévoient que les migrations climatiques vers les communautés du bassin augmenteront à mesure que les conditions s'aggraveront dans les environnements arides et côtiers au Canada et aux États-Unis, l'accès à l'eau douce constituera un avantage majeur;

ATTENDU QUE les résidents du Canada et des États-Unis sont de plus en plus désireux de vivre, de travailler, d'investir et de se divertir dans des communautés dynamiques offrant un large accès à des modes de vie, des emplois, du développement et des loisirs respectueux de l'environnement;

ATTENDU QUE l'économie bleue connaît une croissance exponentielle, l'eau douce du bassin catalysant des opportunités économiques accrues pour les entreprises innovantes, la revitalisation des secteurs riverains ainsi que les industries des croisières et du transport maritime;

ATTENDU QUE l'économie verte connaît une croissance rapide, avec des entreprises vertes en passe de voir leurs revenus dépasser les 5 000 milliards de dollars d'ici 2025, et des consommateurs de tous âges et de tous horizons exigeant de plus en plus de produits et de services verts;

ATTENDU QUE les gouvernements fédéraux, étatiques et provinciaux du Canada et des États-Unis commencent à prendre des mesures audacieuses pour conduire une transformation économique bleu-vert;

ATTENDU QU'au Canada, le gouvernement fédéral élabore une stratégie d'économie bleue pour encourager l'innovation économique et les investissements dans les communautés riveraines, ainsi que pour progresser vers les objectifs de décarbonation;

ATTENDU QUE l'Ontario a récemment présenté une approche globale pour exploiter le potentiel du secteur maritime des Grands Lacs en termes de bénéfices économiques, environnementaux et sociaux dans la province, complétant la stratégie maritime du gouvernement du Québec;

ATTENDU QU'aux États-Unis, le gouvernement fédéral investit des milliards de dollars pour améliorer la protection des berges, réduire les émissions de gaz à effet de serre et favoriser la création de nouvelles industries vertes et bleues;

ATTENDU QUE l'Illinois et le Michigan s'imposent comme leaders dans la révolution des énergies propres, après avoir signé dans leurs lois d'État des plans ambitieux visant à développer les énergies propres et renouvelables, à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à créer des emplois dans le secteur environnemental;

ATTENDU QUE la construction d'une économie de l'eau douce florissante nécessite d'attirer les industries vertes et bleues pour favoriser la création d'emplois et l'innovation en matière de climat et d'eau, construire des secteurs riverains propres et accessibles comme moteurs de revitalisation économique et de communautés équitables, offrir des sources d'énergie propres et renouvelables pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et construire des communautés viables ainsi que développer le commerce, la mobilité et le tourisme durables et intégrés par voie navigable;

ATTENDU QUE l'Alliance des Villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent a été fondée en 2003 en tant que coalition de dirigeants élus locaux travaillant en collaboration pour promouvoir la santé économique, environnementale et sociale des communautés du bassin, faisant de l'Alliance des villes l'organisation idéale pour faciliter des projets durables, résilients et de développement économique inclusif tout en préservant nos ressources en eau douce;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ

IL EST RÉSOLU:

QUE l'Alliance des Villes lance la Commission des maires sur la transformation économique lors du congrès annuel à Montréal (QC) du 15 au 17 mai 2024, pour promouvoir un développement économique durable, résilient et inclusif à l'échelle du bassin, ainsi qu'une gestion appropriée de l'eau douce au bénéfice des générations actuelles et futures;

QUE la Commission des maires sur la transformation économique élaborera un *Plan d'action pour la transformation économique des Grands Lacs et du Saint-Laurent 2025-2035*, qui sera présenté lors du prochain congrès annuel de l'Alliance des Villes à Milwaukee, Wisconsin, en mai 2025. Ce dernier constituera une feuille de route pour les communautés du bassin pour saisir ce moment historique pour devenir un corridor économique bleu-vert mondialement reconnu;

QUE le *Plan d'action pour la transformation économique des Grands Lacs et du Saint-Laurent* recensera les opportunités d'action pour les municipalités concernant les domaines suivants :

- La Transformation industrielle : attirer les industries vertes et bleues pour favoriser la création d'emplois et l'innovation en matière de climat et d'eau, tout en protégeant l'écosystème d'eau douce inégalé du bassin.
- La Transformation énergétique : mettre en place des sources d'énergie propres et renouvelables pour répondre à la croissance attendue de la consommation d'énergie propre par les entreprises, les industries et les habitants.
- La Transformation des transports : développer le commerce, la mobilité et le tourisme de manière durable, connectée sur le Saint-Laurent et les Grands Lacs.
- Transformation des secteurs riverains : développer de manière planifiée les secteurs riverains en y faisant cohabiter des usages multiples, notamment résidentiels et récréatifs, afin de créer des centres économiques accessibles et prospères.

QUE le maire Marc Doret et la Cité de Dorval s'engagent à travailler étroitement avec l'Alliance des Villes et ses membres pour guider la Commission des maires sur la transformation économique et faire progresser sa mission.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

8 RESSOURCES HUMAINES

CM2405 258

8.1 Actualisation de la direction du capital humain et modification de l'organigramme - Déploiement de la structure

ATTENDU QUE la réalité du marché de l'emploi a grandement changé;

ATTENDU l'analyse des besoins et des différents enjeux de la Cité en termes de Capital humain;

ATTENDU l'accord de principe du Conseil de la nouvelle structure des postes de direction proposée en octobre 2023;

EN CONSÉQUENCE

**SUR PROPOSITION DU CONSEILLER PAUL TRUDEAU
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ**

IL EST RÉSOLU:

D'AUTORISER la direction générale à actualiser le déploiement de la direction du capital humain de la façon suivante :

- Confirmer la création du poste et la nomination de Madame Annyck Brosseau au poste de directrice du capital humain;
- Confirmer la permanence de Madame Tania Petz-Argueta à titre de conseillère RT/SST rétroactivement au 06 mars 2023;
- Confirmer la permanence de Madame Stéphanie Beaudoin à titre d'agente du capital humain rétroactivement au 28 février 2023;
- Confirmer la nomination et la permanence de Madame Silvia Ionescu-Calinesti à titre de cheffe de division – Rémunération globale et système intégré;
- Modifier le titre de conseillère en ressources humaines par celui de conseillère - capital humain.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 259

8.2 Embauche d'un superviseur hygiène et espaces verts - Service des travaux publics, Division environnement, parcs et espaces verts

ATTENDU les démarches de recrutement et de sélection des candidats effectuées par la Division des ressources humaines en vue du comblement du poste de superviseur hygiène et espaces verts au Service des travaux publics, Division environnement, parcs et espaces verts;

ATTENDU les recommandations du comité de sélection;

EN CONSÉQUENCE

**SUR PROPOSITION DU CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER ROBERT LE SAGÉ**

IL EST RÉSOLU:

D'AUTORISER l'embauche en vue de sa permanence de Monsieur Dominique Goulet, au poste de superviseur hygiène et espaces verts au Service des travaux publics,

Division environnement, parcs et espaces verts, à compter d'une date à être déterminée, et ce, sujet à une période de probation de six (6) mois.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 260

8.3 Confirmation de permanence au poste de cheffe de division - Assistance communautaire - Service des loisirs et de la culture - Madame Anabelle Lussier Malenfant

ATTENDU QUE Madame Anabelle Lussier Malenfant a complété à la satisfaction de son supérieur sa période de probation au poste de cheffe de division - Assistance communautaire;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DE LA CONSEILLÈRE NICOLE DUCHASTEL
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER PAUL TRUDEAU

IL EST RÉSOLU:

DE CONFIRMER, à compter du 21 mai 2024, la nomination permanente de Madame Anabelle Lussier Malenfant au poste de cheffe de division - Assistance communautaire au Service des loisirs et de la culture.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 261

8.4 Confirmation de permanence au poste de régisseuse sportive - Service des loisirs et de la culture, Division sports et installation - Madame Geneviève St-Jean

ATTENDU QUE Madame Geneviève St-Jean a complété à la satisfaction de son supérieur sa période de probation au poste de régisseuse sportive;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER ROBERT LE SAGE

IL EST RÉSOLU:

DE CONFIRMER, à compter du 1er juin 2024, la nomination permanente de Madame Geneviève St-Jean au poste de régisseuse sportive au Service des loisirs et de la culture, Division sports et installation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 262

8.5 Ajustements salariaux du personnel d'encadrement - Année 2024

ATTENDU QUE suivant l'exercice de la révision salariale du personnel d'encadrement une grille a été préparée et cette dernière doit être indexée de 2.5% comme pour tous les autres employés;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER PAUL TRUDEAU
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX

IL EST RÉSOLU:

D'APPROUVER, rétroactivement au 1er janvier 2024, l'indexation de la grille salariale ci-jointe;

DE FINANCER cette dépense par le fonds d'administration générale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 263

8.6 Fin de période de probation - Salarié #25101

ATTENDU la recommandation du directeur général détaillée dans le rapport « Sommaire exécutif – recommandation (Fin de période de probation) », annexée en pièce jointe de la présente résolution pour en faire partie intégrante;

SUR PROPOSITION DE LA CONSEILLÈRE NICOLE DUCHASTEL
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX

IL EST RÉSOLU:

D'ENTÉRINER la fin de la période de probation et la cessation d'emploi du salarié #25101 effectif en date du 15 avril 2024, pour les motifs exprimés dans la recommandation ci-jointe.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CM2405 264

8.7 Mesure disciplinaire - Employé #3120

ATTENDU la recommandation du directeur général détaillée dans le rapport « Sommaire exécutif – Motif de recommandation : suspension », annexée en pièce jointe de la présente résolution pour en faire partie intégrante;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER ROBERT LE SAGE
APPUYÉE PAR LA CONSEILLÈRE NICOLE DUCHASTEL

IL EST RÉSOLU:

D'AUTORISER une suspension sans solde d'un (1) jour ouvrable de l'employé #3120 pour les motifs exprimés dans le rapport joint, la date de suspension reste à être fixée au moment opportun par son supérieur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

9 AFFAIRES NOUVELLES

10 LEVÉE DE LA SÉANCE

CM2405 265

10.1 Levée de la séance

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER JEAN-FRANÇOIS LEROUX
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ

IL EST RÉSOLU:

QUE la séance soit levée. Il est 22h47.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

MAIRE

GREFFIÈRE ADJOINTE

Je soussigné, Marc Doret, maire de la Cité de Dorval, approuve toutes les résolutions, tous les règlements et ordres contenus au présent procès-verbal comme si je les avais signés individuellement.

MAIRE